



# Brèves hebdomadaires du Service économique régional de Pékin

Retrouvez [ici](#) nos publications régulières  
Abonnez-vous par [courriel](#)



## SOMMAIRE

### CHINE CONTINENTALE

#### CONJONCTURE ([ici](#))

**Conjoncture** : les indices PMI officiel et Caixin-Markit confirment le ralentissement de la croissance du secteur manufacturier en janvier

#### BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

**Banques** : le gouvernement provincial du Liaoning envisage de fusionner 12 banques locales en raison de problèmes de prêts irrécouvrables

**Banques** : la PBoC empêche les banques régionales de recevoir des dépôts auprès de clients en dehors de leurs régions d'exploitation

**Immobilier** : le promoteur immobilier China Fortune fait défaut sur 5,3 Mds RMB de dettes

**Réglementation** : la PBoC a lancé une nouvelle réglementation sur la surveillance du secteur de l'évaluation du crédit

#### ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

**Commerce bilatéral** : la France enregistre un déficit record avec la Chine en 2020 (douanes françaises)

**Relations Chine - US** : le gouvernement chinois enjoint Biden d'améliorer les relations bilatérales ; la nouvelle administration américaine patiente dialoguer avec la Chine

**Relations Chine - US** : Xiaomi poursuit en justice les départements de la Défense et du Trésor pour faire annuler son ajout à la liste noire

**Relations Chine - Ukraine** : tensions diplomatiques à la suite de sanctions prises contre les investisseurs chinois dans le fabricant de moteurs d'avions Motor Sich

**Investissements sortants** : le MofCom publie le rapport annuel de 2020 sur les investissements sortants chinois en 2019

#### CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

**Climat des affaires** : l'enquête de confiance de la Chambre de commerce allemande fait état d'évolutions positives pour les entreprises allemandes et d'une forte attente pour le CAI

## **INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Internet** : Le nombre d'internautes chinois atteint 989 millions

**Politique industrielle** : un plan d'action du MIIT promeut le développement des composants électroniques de base sur la période 2021-2023

**Télécommunications** : les ventes de terminaux mobiles de Huawei en baisse

**Politique industrielle** : plus d'1,5 Md USD pour soutenir le développement de 1 000 PME ayant une forte capacité d'innovation

**Politique industrielle** : le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) propose la création d'un comité de standardisation sur les semi-conducteurs

**Politique industrielle** : le Conseil des Affaires de l'Etat clarifie les critères pour l'obtention de subventions dans le secteur des semi-conducteurs

**Propriété intellectuelle** : Le magazine Qiushi publie les annonces du Président Xi Jinping sur le renforcement de la propriété intellectuelle en Chine

## **DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Transport aérien** : la restructuration annoncée de HNA pourrait avoir des conséquences néfastes pour Hainan Airlines et les compagnies aériennes du groupe

**Environnement** : l'Agence nationale de l'énergie (NEA) rappelée à l'ordre pour négligence environnementale

**Climat** : premier dialogue à haut-niveau sur l'environnement et le climat entre l'Europe et la Chine

**Energie** : le développement des énergies renouvelables et du stockage dans les provinces de l'Ouest de la Chine pourront donner lieu à des réductions d'impôts, d'après le nouveau catalogue de la NDRC

**Prévention des risques** : 4 morts et 33 personnes hospitalisées dans le Shandong à cause d'un déversement illégal de déchets chimiques

**Aéronautique** : Zhuhai annonce son intention de tenir la 13ème édition du salon aéronautique international au cours de l'automne 2021

**Drones** : Carmignac investit 40 M USD dans EHang, dont le eVTOL a par ailleurs été sélectionné pour participer à un démonstrateur de Mobilité Aérienne Urbaine en Île de France

**Climat** : retour de XIE Zhenhua comme représentant spécial pour les affaires climatiques ?

## **ACTUALITES REGIONALES** ([ici](#))

**Grande Baie** : Approfondissement de la coopération entre le Guangdong et Hong Kong

**Guangdong** : 2,3% de croissance en 2020

**Shenzhen** : L'envolée des prix de l'immobilier se poursuit

**Shenzhen** : Jusqu'à 2,5 millions CNY par projet pour attirer les investisseurs étrangers

**Sichuan** : Plusieurs annonces de développements dans le domaine des batteries.

**Shanghai** : Premier port mondial en volume TEU pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive

**Zhejiang** : La ville de Yiwu compte pour 9,3 % du commerce extérieur de la province en 2020

## HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

### HONG KONG

**Bilan 2020 de l'économie** : chute de l'économie de Hong Kong de -6,1% en 2020 et dernier trimestre décevant (-3%)

**Ventes de détail** : contraction de -24,2% des ventes de détail en 2020

**Secteur aérien** : Cathay Pacific Airways annonce une émission d'obligations convertibles à hauteur de 869 M USD

**Finances** : l'Exchange Fund affiche pour 2020 le troisième meilleur résultat de son histoire, avec près 26 Mds USD de gains

### MACAO

**Casinos** : revenus en chute de 63,7% en janvier

## TAIWAN ([ici](#))

**PIB** : l'économie taïwanaise a progressé de 4,94% au quatrième trimestre 2020

**Pénurie de composants électroniques** : l'Allemagne, le Japon, et les Etats-Unis sollicitent Taïwan

**Finance verte** : le marché des obligations vertes a dépassé 5 Mds USD fin 2020

**Semi-conducteurs** : le leadership mondial de Taïwan s'est renforcé en 2020

## MONGOLIE ([ici](#))

**Réforme du secteur bancaire** : le parlement amende la loi bancaire de la Mongolie

**COVID19** : 700 MEUR dépensés par l'Etat pour lutter contre la pandémie en 2020

## CONJONCTURE

### **Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit confirment le ralentissement de la croissance du secteur manufacturier en janvier**

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit diminue fortement en janvier à 51,5, contre 53 en décembre, soit le niveau le plus bas depuis 7 mois. L'indice PMI officiel tombe lui à 51,3 contre 51,9 en décembre. Il demeure cependant au-dessus de la barre des 50 (zone d'expansion) pour le 11<sup>ème</sup> mois consécutif, indiquant que le secteur manufacturier continue de croître, mais à un rythme plus lent. L'évolution de l'indice PMI officiel s'explique par la baisse des sous-indices de la production (53,2 contre 54,2 en décembre) et des nouvelles commandes (52,3 contre 53,6 en décembre), tout en reflétant l'incidence négative de la demande sur l'offre. Un autre facteur tient en outre à la baisse des commandes adressées aux exportateurs, qui se contractent pour la première fois depuis six mois. Il convient également de noter qu'un ralentissement de la production industrielle est généralement enregistré annuellement en amont et pendant la saison du Nouvel An Chinois, qui débutera le 12 février. La recrudescence de cas de Covid-19 dans les provinces du Hebei, Jilin et Heilongjiang a également pu affecter certaines chaînes de production.

Le PMI officiel non manufacturier chute fortement, revenant à 52,4 (contre 55,7 en décembre), après une période de croissance continue de février à novembre (le maximum ayant été atteint en novembre à 56,4). Ce recul est principalement imputable à la diminution des sous-indices des nouvelles commandes (48,7 contre 51,9 en décembre), des prix de vente (51,4 contre 52,3 en décembre) et des prévisions d'activité commerciale (55,1 contre 60,6 en décembre).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

### **Banques : le gouvernement provincial du Liaoning envisage de fusionner 12 banques locales en raison de problèmes de prêts irrécouvrables**

La province du Liaoning, dans le nord-est de la Chine, prévoit de fusionner 12 banques commerciales locales afin de contenir les risques financiers dans un contexte de détérioration de l'économie locale, touchée par la pandémie. Le gouvernement provincial n'a pas précisé quelles banques participeraient à la restructuration. Selon Caixin, les banques fusionnées seraient les plus petites parmi les 15 banques commerciales de la province, avec moins de 200 Mds RMB (30,8 Mds USD) d'actifs totaux chacune. Plusieurs prêteurs locaux dans la province du Liaoning ont enregistré des difficultés l'année dernière, notamment la *Yingkou Coastal Bank*, la *Bank of Huludao* et la *Bank of Jinzhou*, qui ont été sauvées grâce à une restructuration soutenue par l'Etat.

La décision du Liaoning faisait suite à l'appel du gouvernement central visant à encourager les petites banques à accroître leurs fonds propres et à promouvoir la consolidation du secteur afin de contrer les risques croissants de créances douteuses parmi les petits prêteurs régionaux. Il y a deux semaines, le gouvernement provincial du Shanxi avait déjà annoncé l'émission de 15,3 Mds RMB (2,3 Mds USD) de *special purpose bonds* (SPB) pour reconstituer le capital d'une nouvelle entité bancaire résultant d'opérations de fusion. Selon un plan de fusion publié en août, la nouvelle banque sera créée en fusionnant *Jincheng Bank Co. Ltd.*, *Yangquan City Commercial Bank Corp. Ltd.*, *Jinzhong Bank Co. Ltd.*, *Changzhi Bank Co. Ltd.* et *Datong Bank Co. Ltd.*, pour un montant total d'actifs de plus de 300 Mds RMB.

### **Banques : la PBoC empêche les banques régionales de recevoir des dépôts auprès de clients en dehors de leurs régions d'exploitation**

Après avoir interdit officiellement aux banques commerciales de vendre des produits de dépôt via des plates-formes en ligne tierces le 15 janvier, la PBoC a encore renforcé la réglementation des produits de dépôt, empêchant les banques régionales de recevoir des dépôts auprès de clients en dehors de leurs régions d'exploitation. Cependant, la définition de la localisation des clients, soit par le lieu de résidence effectif soit par le lieu d'enregistrement résidentiel (*Hukou*) n'est pas claire, comme l'ont déclaré plusieurs banquiers. Pour mémoire, la PBoC a déjà restreint les prêts aux clients non locaux, notamment ceux accordés par les petites et moyennes banques régionales depuis 2019.

En vertu des nouvelles règles, les banques peuvent toujours coopérer avec des plates-formes tierces pour ouvrir des comptes de type II, comptes qui seront principalement utilisés pour la consommation. Les banques sont également autorisées à fournir des produits de dépôt via leurs propres canaux en ligne, tels que les applications des banques.

### **Immobilier : le promoteur immobilier *China Fortune* fait défaut sur 5,3 Mds RMB de dettes**

Le 2 février, le promoteur immobilier *China Fortune* a annoncé qu'il n'arriverait pas à rembourser à temps 5,3 Mds RMB (813,5M USD) en principal et en intérêts sur les dettes comprenant des prêts bancaires et fiduciaires. La société disposait de 23,6 Mds RMB en liquidités à fin janvier, mais une grande partie (22,8 Mds RMB), était déjà affectée à d'autres fins et ne pouvait être utilisée pour rembourser des dettes. *China Fortune* a déclaré qu'il ne pouvait pas trouver les liquidités nécessaires pour rembourser la dette en raison des conditions économiques et industrielles actuelles, résultant

desimpacts de l'épidémie de Covid-19. La société a ajouté qu'elle faisait de son mieux pour lever des fonds et était parvenue à un consensus avec certaines institutions financières sur un retard de remboursement. Néanmoins, le promoteur a encore 100 Mds RMB de dettes échéant cette année. Lors de la réunion, le président de *China Fortune* Wang Wenxue s'est excusé auprès des quelque 200 créanciers institutionnels présents, affirmant qu'il se sentait «coupable», et a promis qu'il n'esquiverait jamais délibérément les paiements de dette. Il assume la responsabilité des problèmes d'endettement de l'entreprise qui se sont aggravés durant l'épidémie, affirmant qu'il avait fait des erreurs de jugement sur le marché immobilier de la région autour de Pékin et avait conduit l'expansion agressive de l'entreprise.

Le 4 février, le conglomérat financier *Ping An Insurance (Group) Co. of China Ltd.*, le deuxième actionnaire de *China Fortune* avec 25% de participation, a déclaré que ses engagements dans *China Fortune* s'élevaient à 18 Mds RMB en actions et à 36 Mds RMB en obligations.

Le défaut de *China Fortune* confirme l'existence d'une crise de la dette parmi les promoteurs immobiliers chinois alors que les régulateurs renforcent leur surveillance pour réduire les emprunts excessifs qu'ils considèrent comme une menace pour la stabilité financière du pays. Pour mémoire, une nouvelle directive de financement – les «trois lignes rouges» publiée en septembre 2020, que les régulateurs chinois ont imposée au secteur immobilier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 après une période initiale de tests sur certaines entreprises, fixe des limites aux emprunts des promoteurs immobiliers : un ratio engagements / actifs inférieur ou égal à 70%; un ratio d'endettement net / fonds propres inférieur à 100%; et des liquidités au moins égales à la dette à court terme, les entreprises qui ne franchissent aucune des trois lignes rouges pourront augmenter leur passif annuel portant intérêt dans une limite de 15%, tandis que celles qui dépassent une ou deux lignes rouges se verront bornées dans l'augmentation de leur passif portant intérêt, soit 10% ou 5%, respectivement. Les entreprises ayant dépassé ces trois lignes rouges ne pourront s'endetter davantage. Selon le rapport annuel 2019 de *China Fortune*, ses ratios engagements / actifs, ratio d'endettement net / fonds propres et ratio de liquidités / dette à court terme étaient respectivement de 78%, 185% et 0,71, s'inscrivant ainsi au-dessus des trois lignes rouges. L'institut de recherche Beike a constaté que parmi les premières 70 sociétés immobilières, seules six n'avaient franchi aucune des trois lignes rouges, tandis que 24 en avaient dépassé une et 21 deux, sur la base de leurs états financiers semestriels. Mais 19 entreprises, au nombre desquelles trois des dix plus grands promoteurs immobiliers du pays - *China Evergrande Group*, *Sunac China Holdings Ltd.* et *Greenland Holdings Corp. Ltd.* - ont franchi les trois lignes rouges. En janvier 2021, les nouveaux financements obligataires nationaux et étrangers des promoteurs immobiliers ont totalisé environ 163 Mds RMB (les obligations émises à l'international représentent 54%), soit une baisse de 5,3%, alors que les dettes d'entreprises immobilières en RMB et en devises arrivant à échéance fin janvier 2021 étaient d'environ 144,7 Mds RMB, soit une hausse de 118,9% en g.a. En outre, les dettes des promoteurs immobiliers échéant d'ici fin 2021 s'élèveront à 890 Mds RMB, selon Beike.

### **Réglementation : la PBoC a lancé une nouvelle réglementation sur la surveillance du secteur de l'évaluation du crédit**

Un projet établissant un cadre pour la surveillance du secteur de l'évaluation du crédit a finalement été publié le 11 janvier, depuis la première version en 2013. Les informations de crédit sont définies pour la première fois et il existe des règles claires sur la manière dont les données doivent être collectées, compilées, stockées, traitées et utilisées. Il existe également des dispositions relatives à la sécurité des données, à la surveillance et à la circulation transfrontière des informations. Les

informations de crédit sont définies comme toute information utilisée pour déterminer le statut de crédit des particuliers et des entreprises et servir des «activités financières et économiques». La liste comprend, de manière non limitative, l'identité, l'adresse, les enregistrements de communication et de transport, l'historique de la dette et des remboursements, les actifs, les opérations commerciales et la consommation. Ce projet fait référence à toute entité qui collecte, stocke, traite et fournit des informations de crédit sur les établissements et les particuliers. Les établissements d'évaluation du crédit devront également divulguer au public les méthodes et les modèles de notation de leurs produits d'évaluation de crédit individuels et informer les utilisateurs des données qui ont été utilisées pour évaluer leur crédit. Les autres utilisateurs d'informations qui coopèrent avec les agences d'évaluation du crédit pour acquérir des informations de crédit personnelles ou d'entreprises pour les activités financières et économiques doivent signer des accords avec ces agences, puis s'enregistrer auprès de la PBoC ou de l'une de ses succursales de haut niveau.

Les sociétés Fintech comme *Ant Group* et *JD Digits*, qui accordent des prêts par le biais de prêts conjoints avec des banques commerciales et disposent de leurs propres systèmes internes de notation du crédit, ont dû ainsi demander une licence d'évaluation de crédit à la PBoC. Si elles ne le font pas ou ne peuvent obtenir de licence, l'autre option consiste à signer un accord de coopération avec des institutions d'évaluation du crédit agréées. Dans ce cas, elles n'auraient qu'à s'enregistrer auprès de la PBoC ou de l'une de ses succursales de haut niveau. Certains analystes du secteur affirment que l'un des objectifs de cette nouvelle réglementation est de limiter le pouvoir des géants de la Fintech comme *Ant Group* qui dominent le microcrédit en ligne grâce à leurs activités de prêt conjoints avec les banques.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

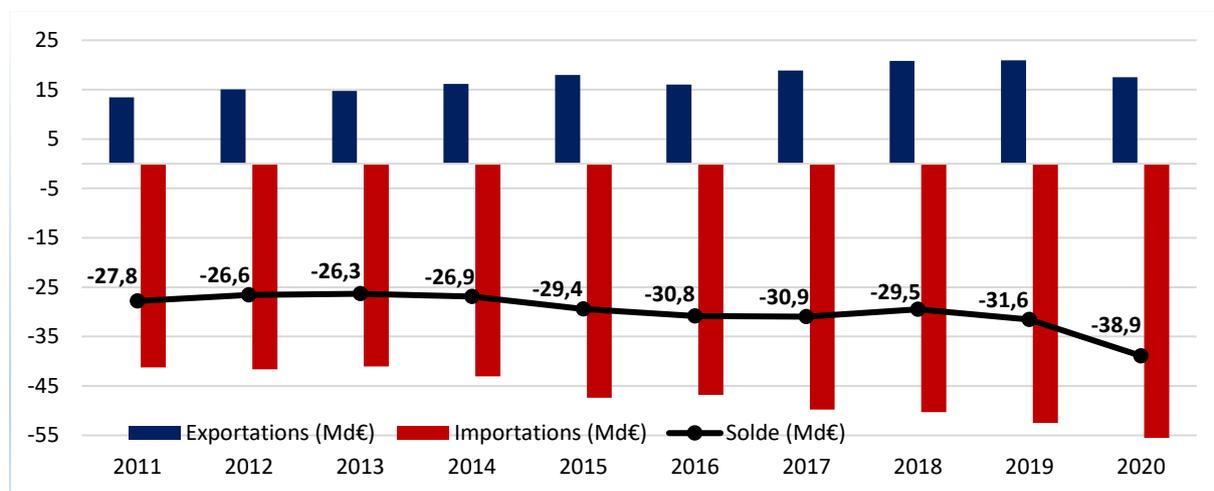
## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Commerce bilatéral : la France enregistre un déficit record avec la Chine en 2020 (douanes françaises)

*NB : le détail des chiffres du commerce bilatéral en 2020 sera publié dans la prochaine édition des brèves hebdomadaires*

- Le déficit commercial (biens) de la France vis-à-vis de la Chine s'est creusé en 2020 et atteint un record: 38,9 Mds EUR (après 32,3 Mds EUR en 2019) ;
- Il représente plus de la moitié du déficit commercial global de la France (65,2 Mds EUR) ;
- Les exportations françaises de biens vers la Chine ont enregistré une baisse de 16,3 % à 17,5 Mds EUR du fait d'une chute des ventes aéronautiques (-64,4 % à 2,7 Mds EUR) ; les exportations dans les autres secteurs ont été dynamiques (+10,1 % à 14,9 Mds EUR) ;
- Les importations françaises de biens en provenance de Chine ont augmenté de 6,0 % à 56,4 Mds EUR, notamment grâce à des achats importants de matériel médical.

### Echanges de biens entre la France et la Chine



Source : douanes françaises

**Commerce extérieur : l'obligation de désinfection des emballages des aliments importés sous chaîne du froid est élargie à tous les produits alimentaires importés**

Les opérations d'inspection et de désinfection des containers et des emballages de produits alimentaires importés sous chaîne du froid rallongent de façon sensible le temps d'attente des containers dans les ports chinois. Le défi pour les transporteurs est de garantir l'accès en électricité de leurs containers réfrigérés afin de ne pas détériorer les produits sensibles. En particulier, il n'y a plus assez de prises de courant ou d'espace de stockage pour les containers en attente de leur désinfection sur le port de Dalian, point d'entrée pour le nord de la Chine. La congestion à Dalian détourne le trafic des bateaux vers les autres ports de Qingdao et de Shanghai qui commencent aussi à être engorgés.

Ces embouteillages et l'immobilisation des containers aux points d'entrée en Chine ont des répercussions jusque dans les pays exportateurs : il devient en effet difficile d'y trouver des containers réfrigérés. De façon générale, les coûts de distribution des produits alimentaires sous chaîne du froid ont sensiblement augmenté avec ces nouveaux protocoles de désinfection.

Les douanes chinoises ont étendu ces contrôles à tous les produits agricoles et agroalimentaires importés par des lignes directrices publiées le 17 janvier. L'embouteillage aux ports n'est donc pas prêt de se résorber. Les coûts de distribution pour les exportateurs de produits agro-alimentaires vers la Chine sont appelés à se renchérir.

Ces contrôles sanitaires sur les produits agroalimentaires importés sont jugés indus par les pays exportateurs. Elles entraînent en effet des perturbations disproportionnées par rapport au risque et procèdent d'un excès infondé de précaution vis-à-vis du Covid 19. Elles pourraient constituer un sujet de discussions bilatérales et multilatérales, en 2021, avec les partenaires commerciaux de la Chine.

Depuis l'été, 1,3 million d'échantillons d'aliments surgelés ont été prélevés ; seuls 47 se sont révélés positifs. 124 établissements producteurs de 21 pays se sont vus suspendre leurs exportations vers la Chine. Les autorités chinoises ont retenu les employés de la chaîne du froid comme prioritaires pour être vaccinés dès l'été 2020, avant la validation du vaccin par la Commission nationale de la santé.

Jusqu'ici, aucun autre pays n'a identifié ce risque. L'Organisation mondiale de la santé indique que si le virus peut survivre des heures sur du plastique, du carton, ou de l'acier, représentant un risque de contamination par contact, « il n'y a pas de preuves à ce jour que les virus causant des maladies respiratoires puissent être transmis par la nourriture ou les emballages alimentaires ». Des pays où le virus est quasiment absent, comme la Nouvelle-Zélande, se sont eux aussi posé la question après des cas de Covid 19 non expliqués avant d'exclure cette possibilité.

La présence du virus ne signifie en effet pas un risque d'infection : selon M. Jonathan STOYE, professeur de virologie à l'Institut Francis-Crick de Londres, « *il est hautement improbable que des contaminations par des produits surgelés se produisent. Il y a différentes manières de détecter les virus, mais ce qui compte, c'est la transmission de virus vivant, pouvant causer des maladies. Il est assez facile d'avoir des tests positifs à l'acide nucléique sur des surfaces, mais cela ne veut pas dire que le virus est viable* ». L'OMS affirme également manquer d'information : « *Nous avons demandé des données sur les tests de la Chine sur les emballages d'aliments surgelés, mais nous ne les avons pas reçues* ».

Selon M. YANG Dali, directeur du département des études sur l'Asie de l'Est à l'université de Chicago, « *Ces efforts sont en partie liés au fait que la Chine n'a eu presque aucune transmission locale pendant des mois. De ce fait, ils ont mené des tests agressifs pour détecter des sources potentielles de contamination, y compris les produits importés. L'insistance sur les produits surgelés importés s'inscrit dans le discours entretenu en Chine au sujet d'une origine étrangère possible du virus.* ».

*Brève rédigée par le pôle agricole*

**Relations Chine - US : le gouvernement chinois enjoint Biden d'améliorer les relations bilatérales ; la nouvelle administration américaine patiente dialoguer avec la Chine**

Le 2 février, Yang Jiechi, Conseiller des affaires de l'Etat de la Chine en charge des Affaires étrangères, a prononcé [un discours](#) à l'occasion d'une réunion virtuelle organisée avec le comité national des relations entre les Etats-Unis et la Chine (*National Committee on United States-China Relations*), organisation à but non lucratif basée à New York.

Yang Jiechi fustige des politiques « mal orientées » adoptées par l'administration Trump vis-à-vis de la Chine. La relation bilatérale aurait été ainsi « plongée dans sa période la plus difficile depuis l'établissement des liens diplomatiques ». L'ancienne administration américaine se serait trompée en qualifiant la Chine de compétiteur stratégique majeur, voire d'adversaire ; tandis que l'objectif du développement chinois a essentiellement pour but d'améliorer le bien-être du peuple chinois.

Yang Jiechi enjoint le nouveau président américain Joe Biden à améliorer les relations bilatérales. En particulier, les sujets commerciaux ne devraient pas être « politisés » et le concept de « sécurité nationale » trop utilisé, en rappelant à l'administration de Biden de supprimer les restrictions actuelles sur les entreprises chinoises.

Du côté américain, selon [Reuters](#), la nouvelle administration a indiqué qu'elle n'était pas pressée de dialoguer avec la Chine, Joe Biden souhaitant dans un premier temps s'assurer que les Etats-Unis soient « en phase » avec leurs alliés et partenaires.

Le 4 février, [à l'occasion de son premier discours dédié à la politique étrangère](#), le président Biden a qualifié la Chine de « compétiteur le plus sérieux » et s'est engagé à confronter Pékin dans plusieurs domaines, dont les droits de l'Homme, la propriété intellectuelle et la politique économique.

Gina Raimondo, candidate nommée par le président Biden au poste de secrétaire au Commerce, [a déclaré](#) qu'elle ne voyait « aucune raison » qui justifierait un retrait des entreprises chinoises (telles que Huawei, SMIC et Hikvision) de « liste des entités » (*Entity List*), en évoquant les risques posés par ces entreprises à la sécurité nationale et aux intérêts de la politique étrangère américaine.

[En réagissant](#), le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a exhorté les Etats-Unis de « cesser d'abuser du concept de sécurité nationale » et « d'opprimer des entreprises chinoises ».

Gina Raimondo a par ailleurs indiqué être en accord avec le nouveau secrétaire d'Etat Anthony Blinken (qui a qualifié de génocide les politiques chinoises envers les Ouïghours) pour utiliser les outils gouvernementaux afin de bloquer l'importation de produits fabriqués par le « travail forcé » au Xinjiang.

Pour rappel, le 13 janvier, le *US Customs and Border Protection* (CPB) a publié un *Withhold Release Order* (WRO) envers tous les produits de tomates et de coton produits au Xinjiang en raison du recours au travail forcé de la minorité ouïghour ([voir les brèves de la semaine du 11 janvier 2021](#)). En décembre 2020, 59 entreprises chinoises dont SMIC et DJI ont été ajoutées à la « liste des entités » du département du Commerce pour « violation des droits de l'Homme » au Xinjiang, engagements dans la « militarisation de la mer de Chine méridionale », ou encore « vol de technologie américaine » ([voir les brèves de la semaine du 4 janvier 2021](#)).

### **Relations Chine - US : Xiaomi poursuit en justice les départements de la Défense et du Trésor pour faire annuler son ajout à la liste noire**

Xiaomi a lancé des [poursuites judiciaires](#) envers les départements du Trésor et de la Défense auprès du tribunal du district de Columbia (Washington), argumentant que l'ajout de l'entreprise à la liste noire est « inconstitutionnelle ». Celui-ci priverait « Xiaomi de sa liberté et de ses droits de propriété sans droit à un procès équitable ». Selon l'entreprise, le gouvernement américain n'a fourni aucune preuve pour étayer l'affirmation selon laquelle Xiaomi est une « société militaire communiste chinoise ».

Le Pentagone a commencé l'année dernière à dresser une liste des entreprises chinoises ayant des liens présumés avec l'Armée de libération du peuple après que la Maison Blanche a fait pression sur le ministère de la Défense pour qu'il se conforme à une loi de 1999 (prévoyant l'établissement d'une telle liste). Xiaomi a été ajouté à cette liste noire le 14 janvier ([voir les brèves de la semaine du 11 janvier 2020](#)). Parmi les entreprises chinoises, figurent également notamment le géant pétrolier China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), l'avionneur COMAC, et le premier fabricant chinois de puces électroniques SMIC. L'administration Trump a ensuite utilisé cette liste comme base pour mettre en œuvre un décret qui interdit aux entreprises et personnes américaines d'investir dans ces entreprises ([voir les brèves de la semaine du 23 novembre 2020](#)).

### **Relations Chine - Ukraine : tensions diplomatiques à la suite de sanctions prises contre les investisseurs chinois dans le fabricant de moteurs d'avions Motor Sich**

Le 31 janvier, les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont fait [irruption dans le conseil d'administration de Motor Sich](#), dans le cadre d'une enquête à l'encontre de plusieurs actionnaires. Deux jours plus tôt, par un décret du président ukrainien Volodymyr Zelenskiy, quatre entreprises chinoises étaient visées par des sanctions, dont [la firme Skyrizon](#), lui interdisant toute prise de contrôle capitalistique du fabricant national de moteurs d'avions, ainsi qu'un gel de ses actifs en Ukraine pendant une durée de trois ans. Le ministère chinois des Affaires étrangères a [fermement condamné](#) la décision et les actions du gouvernement ukrainien contre les investisseurs chinois dans Motor Sich.

Ces tensions sino-ukrainiennes interviennent dans un contexte où le département du Commerce du gouvernement américain avait annoncé, le 14 janvier dernier, l'intégration de Skyrizon à [la liste des Military End Users \(MEU\)](#) du *Bureau of Industry and Security* (BIS), soumettant les fournisseurs américains en lien commercial avec cette entreprise à un contrôle strict et à une autorisation préalable pour toute exportation de biens à double usage. Pour mémoire, Skyrizon n'a jamais pu faire valider par les autorités ukrainiennes compétentes sa [tentative de prise de contrôle de Motor Sich](#) remontant à 2016, par une prise de participation d'un montant de 3,5 Mds USD. Cette situation avait conduit les investisseurs chinois à porter le litige auprès d'une cour d'arbitrage, en décembre 2020, en vertu des dispositions de "[l'Accord bilatéral d'investissement Chine-Ukraine](#)", entré en vigueur en mai 1993.

*Brève rédigée par le pôle aéronautique*

## Investissements sortants : le MofCom publie le rapport annuel de 2020 sur les investissements sortants chinois en 2019

*NB : le ministère chinois du Commerce publie au début de chaque année les chiffres préliminaires des investissements sortants de l'année précédente. Les chiffres détaillés concernant la répartition géographique et sectorielle sortent plusieurs mois plus tard. Le rapport annuel de 2020 aborde donc les investissements sortants de l'année 2019.*

Le 2 février, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a publié son [rapport annuel](#) de 2020 sur les investissements sortants chinois en 2019.

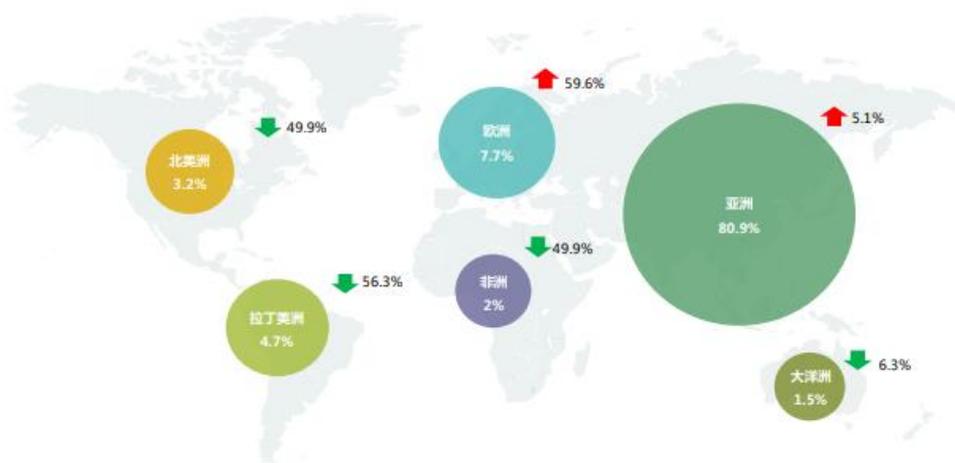
Selon le rapport, en 2019, la Chine était le deuxième investisseur mondial enregistrant des flux d'IDE sortants de 136,9 Mds USD (-4,3 % en g.a.). La Chine se classe ainsi derrière le Japon (226,6 Mds USD), et devant les Etats-Unis (124,9 Mds USD).

Concernant la répartition géographique, 80,9 % des IDE chinois sortants (110,8 Mds USD, +5,1 %) ont été à destination de l'Asie et 7,7 % (10,5 Mds USD, +59,6 %) à destination de l'Europe. Les chiffres sont cependant à prendre avec parcimonie, le MofCom ne comptabilisant que les investissements directs, 66,1 % d'entre eux transitant par Hong Kong.

### Principaux récipiendaires des IDE sortants chinois en 2019

No.	Pays (région)	Flux (Mds USD)	Part (%)
1	Hong Kong	90,6	66,1
2	Îles Vierges britanniques	8,7	6,3
3	Singapour	4,8	3,5
4	Pays-Bas	3,9	2,8
5	Etats-Unis	3,8	2,8
6	Indonésie	2,2	1,6
7	Australie	2,1	1,5
8	Suède	1,9	1,4
9	Vietnam	1,7	1,2
10	Allemagne	1,5	1,1

Graphe : la répartition géographique des IDE sortants chinois en 2019 ; source : MofCom, SAFE, Bureau national des Statistiques



Graphe : la répartition géographique des IDE sortants chinois en 2019 ; source : MofCom, SAFE, Bureau national des Statistiques

Concernant la répartition sectorielle, IDE sortants chinois ont principalement été investis dans: (i) les services commerciaux et de crédit-bail (31 % à 41,9 Mds USD) ; (ii) l'industrie manufacturière (15 % à 20,2 Mds USD) ; (iii) la finance (15 % à 19,9 Mds USD) ; (iv) le commerce de gros et de détail (14 % à 19,5 Mds USD) ; (v) les logiciels et services informatiques (4 % à 5,5 Mds USD).

Les investissements chinois à l'étranger, qui ont connu une hausse fulgurante depuis le début des années 2000, sont en perte de vitesse ces dernières années (de 196 Mds USD de flux en 2016 à 137 Mds en 2019) du fait de mesures restrictives de la part des autorités chinoises et de contrôles renforcés dans les principaux pays récipiendaires. Cette baisse s'accompagne d'un changement tendanciel de destinations, qui sont plus fréquemment les pays signataires des « nouvelles routes de la soie », en particulier ceux de l'ASEAN. Cette évolution devrait s'accroître au cours des prochaines années, dans le contexte du découplage avec les Etats-Unis et de positions plus défensives de la part de l'Union européenne qui incitent la Chine à renforcer son partenariat économique avec d'autres régions.

### **Chiffres préliminaires 2020**

Les investissements chinois sortants ont diminué de 3 % (à 132,9 Mds USD) en 2020 selon le MofCom malgré une chute de 42 % des flux globaux d'après les Nations Unies. Les autorités chinoises ont mis en avant une hausse dans les pays BRI (+19 % à 8,1 Mds USD), qui ne correspond toutefois pas aux estimations faites sur la base de grands projets recensés, indiquant une baisse de 50 % des montants investis et de nombreux projets à l'arrêt à cause de la crise. La hausse des chiffres officiels chinois s'expliquerait exclusivement par les investissements dans les pays de l'ASEAN (+53 % g.a. à 6,2 Mds USD selon le MofCom). Les liens avec l'ASEAN (région devenue en 2020 le premier partenaire commercial de la Chine devant l'Union européenne et les Etats-Unis) devraient continuer de se renforcer dans le contexte du découplage avec les Etats-Unis, de contrôles renforcés dans la majorité des pays européens et de besoin pour la Chine de sécuriser ses chaînes de valeur.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### **Climat des affaires : l'enquête de confiance de la Chambre de commerce allemande fait état d'évolutions positives pour les entreprises allemandes et d'une forte attente pour le CAI**

[L'enquête de confiance](#) réalisée par la Chambre de commerce allemande en Chine et KPMG montre que les entreprises membres sont confiantes dans le marché chinois : 77 % s'attendent à ce que celui-ci se développe « nettement mieux » que d'autres économies ; 96 % ne prévoient pas de quitter le marché chinois ; 72 % y envisagent de nouveaux investissements.

Les attentes à l'égard de l'Accord d'investissement UE-Chine (CAI) sont élevées, les entreprises déclarent que l'accès au marché (40 %) et l'égalité de traitement (39 %) en sont les principales attentes. La Chambre note cependant que les barrières indirectes restent des défis considérables, notamment les réglementations et procédures douanières, l'obtention des licences nécessaires, les exigences de la loi sur la cybersécurité, le système de crédit social, les transferts de capitaux et les paiements transfrontaliers.

Malgré les baisses de chiffre d'affaires au cours du premier semestre 2020 liées au Covid 19, 39 % des entreprises allemandes en Chine ont réussi en 2020 à augmenter leurs chiffre d'affaires et 42 % leurs bénéfices ; 25 % ont réussi à réaliser un chiffre d'affaire et des bénéfices « à peu près équivalent » à l'année précédente.

Sur un scénario du découplage sino-américain, les entreprises allemandes sont principalement préoccupées par les risques d'augmentation des coûts liés à la divergence des standards (37 %) et par un ralentissement des activités à long terme (35 %). Les entreprises interrogées répondent à cette évolution par une localisation croissante de la R&D (43 %), des achats (34 %) et par l'alignement des technologies clés sur les différentes normes (33 %).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Internet : le nombre d'internautes chinois atteint 989 millions

Le 3 février, le centre d'information du réseau internet de Chine (CNNIC) a publié son [rapport statistique bisannuel](#) sur le développement de l'internet en Chine. En décembre 2020, la Chine comptait plus de [989 M d'internautes](#), 85,4 M d'internautes de plus qu'en mars 2020. S'agissant des usages, le CNNIC rapporte que 94% des internautes utilisent des applications de courtes vidéos (douyin, kuaishou), tandis que 79,1% d'entre eux effectuent des achats en ligne. Dans un contexte de pandémie, les ventes en ligne ont progressé cette année de 10,9% par rapport à 2019, atteignant une valeur totale de 11 760 Mds CNY (1 518 Mds EUR). Les ventes de e-commerce en streaming se font également plus nombreuses : de 123 M en mars à 388 M en décembre. Enfin, la CNNIC relève que 91% des internautes utilisent une application de santé dans le contexte de lutte contre la pandémie de Covid-19.

Ces chiffres impliquent néanmoins que 416 M de personnes n'auraient pas accès à internet en Chine. Parmi les principaux problèmes identifiés pour les personnes concernées : impossibilité de fournir un code QR de santé (27,2%), difficultés pour payer en liquide (25,8%), impossibilité d'effectuer des réservations de billets en ligne (24,9%) mais aussi difficulté d'accès à l'information (22,9%).

### Politique industrielle : un plan d'action du MIIT promeut le développement de l'industrie des composants électroniques sur la période 2021-2023

Le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) a publié un [avis](#) concernant le plan d'action pour le développement de l'industrie des composants électroniques de base sur la période 2021-2023. Identifiant les composants électroniques comme la pierre angulaire permettant le développement de l'économie nationale, et notamment de l'industrie des technologies de l'information et de la communication (TIC), le MIIT prévoit que les ventes de composants électroniques s'élèveront à 2 100 CNY (271 Mds EUR) d'ici 2023. Partant du constat d'un manque d'entreprises de premier plan et de capacités d'innovation insuffisantes en la matière, le MIIT entend ainsi assurer la stabilité de la chaîne d'approvisionnement de ces composants identifiés comme cruciaux.

Ainsi, ce plan triennal promeut le développement de composants clés pour les secteurs des terminaux, de la 5G, de l'internet industriel, des centres de données ou encore des véhicules autonomes et véhicules à énergie nouvelle (VEN). Il s'agit notamment de circuits intégrés, de capteurs (pour l'automobile notamment) et de batteries. Parmi les objectifs mentionnés, le plan prévoit d'ici 2023 :

- Le développement de 15 entreprises de composants électroniques, dont les chiffres d'affaires devront être supérieurs à 10 Mds CNY (1,3 Mds EUR) ;
- La construction de [30 usines 5G](#) « complètement connectées » dans 10 industries clés ;
- La création d'un centre de *big data* pour l'internet industriel ;
- L'opérationnalité de [3 plateformes de l'internet industriel](#) sur 5.

Si les annonces figurant dans ce plan sont cohérentes avec les objectifs d'innovation indigène, de sécurisation des chaînes d'approvisionnement et de montée en gamme industrielle déjà énoncés à maintes reprises par les autorités, la publication de ce plan à quelques semaines de la publication du 14<sup>e</sup> plan quinquennal confirme la pertinence et l'importance de ces orientations industrielles.

### **Télécommunications : les ventes de smartphones de Huawei en baisse**

D'après le bureau d'études Canalys, les ventes de Huawei sur le marché chinois des terminaux mobiles [ont diminué de 44% au T4-2020](#), et [de 43%](#) sur le marché mondial (exportations de terminaux mobiles de Huawei). Huawei ne détiendrait ainsi plus que 22% des parts de marché chinois, contre 38% en 2019 et 41% au T3-2020. A l'échelle internationale, les parts de marché de Huawei pour les terminaux mobiles ont atteint 8% au T4-2020, soit derrière ses rivaux Apple, Samsung, Xiaomi et Oppo, alors qu'il était le premier vendeur sur le marché chinois à l'été 2020.

Cette chute des ventes serait directement imputable aux sanctions américaines prises en 2019, notamment concernant les puces Kirin, produites par le taïwanais TSMC, puis de l'impossibilité d'utiliser les applications développées par Google. Ainsi, en janvier dernier, un rapport de Trendforce prévoyait que Huawei serait classé septième vendeur mondial de terminaux mobiles, contre troisième en 2020 (voir [brèves du SER de Pékin du 11 janvier 2021](#)).

### **Politique industrielle : plus d'1,5 Md USD pour soutenir le développement de 1 000 PME ayant une forte capacité d'innovation**

Le 3 février, le ministère des Finances a annoncé que le gouvernement allouerait [plus de 10 Mds CNY](#) (1,5 Md USD) sur la période 2021-2025 pour soutenir le développement de 1 000 PME innovantes, afin de stabiliser la chaîne d'approvisionnement et de permettre une meilleure qualité de production.

En réponse à la volonté de Xi Jinping d'encourager le développement de PME innovantes, le ministre de l'Industrie et des Technologies de l'Information, Xiao Yaqing, avait indiqué cette année prévoir de transformer 10 000 PME en de « petits géants » durant les trois à cinq prochaines années. Le ministre avait notamment indiqué que l'objectif était de les aider à améliorer leurs capacités d'innovation et accélérer la transformation numérique. En 2020, la création du [China SME Development Fund](#) (avec un capital initial de 35,7 Mds CNY soit 4,6 Mds EUR) à Shanghai signale la volonté de promouvoir la croissance de ces PME dans des secteurs clés.

Selon le MIIT, les PME représentent en effet 60% du PIB chinois, 70% de l'innovation technologique et 80% de l'emploi urbain.

### **Politique industrielle: le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) propose la création d'un comité de standardisation sur les semi-conducteurs**

Le MIIT a proposé le 28 janvier la [création](#) d'un comité dédié à la standardisation de l'industrie des semi-conducteurs (ouvert pour consultations jusqu'au 28 février) dont le secrétariat sera tenu par le China Electronics Standardization Institute (CESI). Ce nouveau comité national est une expansion d'un groupe de travail précédent (SAC/TC78/SC2), qui était lui piloté par la Standardization Administration of China (SAC). Le communiqué dresse le constat que le travail de normalisation de la Commission Internationale Electrotechnique (IEC) a pris du retard sur le développement rapide de nouvelles générations de puces, notamment dédiées à l'intelligence artificielle, ces dernières années. Ce nouveau comité national travaillera donc en parallèle des comités techniques internationaux suivants : IEC/TC47/SC47A pour les circuits intégrés, SC47D pour le segment emballage de la chaîne de valeur (packaging) et SC47F sur les microsystèmes électromécaniques (MEMS).

Ce comité de standardisation devrait être constitué de 90 membres, parmi lesquels SMIC (fonderie) et HiSilicon (*fabless* de Huawei) mais aussi Tencent, Xiaomi et Alibaba, dont le développement dans le secteur des semi-conducteurs est plus récent, ou encore les universités de Tsinghua et le Harbin Institute of Technology, [considéré](#) comme l'un des « sept fils de la défense nationale » (国防七子). Alors que la Chine s'est engagée, dans le cadre du [China Comprehensive Agreement on Investment](#) (CAI) à accorder un plus grand accès aux organismes de standardisation aux entreprises européennes, la liste des membres du comité comporte très peu d'entreprises étrangères (ACM Research...).

### **Politique industrielle : le Conseil des Affaires de l'Etat clarifie les critères pour l'obtention de subventions dans le secteur des semi-conducteurs**

Le Conseil des Affaires de l'Etat a également publié le 5 février une « [notification sur la publication de mesures d'incitation aux industries des circuits intégrés et des logiciels pour un développement de haute qualité dans une nouvelle ère](#) ». Ces lignes directrices édictent des critères précis pour l'attribution de subventions au secteur des semi-conducteurs tout au long de la chaîne de valeur : *design*, équipements, matériaux, emballage (*packaging*) et tests. A titre d'exemple, les critères suivants sont proposés pour la partie *design/electronic design automation* (EDA) – mais des seuils différents sont appliqués pour les autres segments (matériaux, emballage et tests) :

- **Talents** : l'entreprise doit disposer d'au moins 20 salariés dont au moins la moitié dispose d'un diplôme égal ou supérieur au niveau licence, dont au moins 50% doivent s'adonner à des activités de recherche et développement ;
- **Innovation** : les investissements en R&D doivent être supérieurs ou égaux à 6% du chiffre d'affaires annuel ;
- **Autonomie financière** : le revenu annuel des ventes doit représenter au moins 60% du résultat consolidé de l'entreprise, dont au moins 50% doit provenir de technologies développées en propre ;
- **Propriété intellectuelle** : disposer de ses propres brevets d'invention, y compris pour les entreprises de logiciels (au moins 8).

Cette décision, de même que la création d'un comité de standardisation par le MIIT (*voir brève ci-dessus*), va dans le sens d'une reprise en main par les autorités centrales du développement de la filière des semi-conducteurs afin de mobiliser le plus efficacement les ressources disponibles et projets en cours. Pour rappel, lors d'une conférence de presse de la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) le 20 octobre, Meng Wei, porte-parole de la NDRC, avait indiqué que certaines entreprises s'étaient « aveuglément » investies dans des projets de puces électroniques, résultant en un « chaos » et un gaspillage de ressources. De telles inquiétudes renvoient à des surinvestissements dans des projets menés au niveau local dans le but de profiter des larges subventions allouées au secteur.

### **Propriété intellectuelle : Le magazine Qiushi publie les annonces du Président Xi Jinping sur le renforcement de la propriété intellectuelle en Chine**

Qiushi (qui se traduit comme « rechercher la vérité ») est le magazine bimensuel du Parti communiste chinois. Dans son édition du 1<sup>er</sup> février, le magazine publie le discours du Président Xi prononcé à l'occasion de la session d'étude sur la propriété intellectuelle du Bureau politique du Comité central du parti ([voir brève du 30 novembre 2020](#)).

Les annonces, auxquelles on peut ainsi accéder plus en détail, portent sur le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle en Chine pour stimuler l'innovation et promouvoir un nouveau modèle de développement. Après avoir rappelé les progrès accomplis par la Chine en matière de propriété intellectuelle, Xi Jinping indique qu'il est important d'être conscient des lacunes qui persistent et des améliorations à mettre en œuvre. Parmi les pistes d'amélioration évoquées, un renforcement de l'environnement législatif et de l'efficacité du système judiciaire, un perfectionnement en matière d'application du droit avec l'implication de l'ensemble des parties prenantes sur la totalité de la chaîne de propriété intellectuelle, mais aussi un focus sur la défense des droits des entreprises chinoises dans les contentieux internationaux.

Parmi les points saillants de ces annonces, notons entre autres le lien très fort entre propriété intellectuelle et sécurité nationale, qui doivent être toutes deux au service de l'innovation chinoise et des intérêts du pays. Plus surprenant, le président chinois souligne la nécessité de promouvoir une application extraterritoriale des lois et réglementations chinoises en matière de propriété intellectuelle de manière à accroître la protection des droits des entreprises chinoises à l'étranger.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Transport aérien : la restructuration annoncée de HNA pourrait avoir des conséquences néfastes pour Hainan Airlines et les compagnies aériennes du groupe**

Le conglomérat HNA a annoncé le 29 janvier dernier qu'il initiait une [procédure de liquidation](#), après une injonction d'un tribunal de la Province de Hainan, suite à son incapacité à faire face à ses obligations de remboursement de dettes à l'endroit de ses créiteurs. Depuis 2017, HNA s'était lancé dans une massive campagne de cessions d'actifs, conséquence d'une politique incontrôlée d'expansion et d'investissements à l'étranger en 2015-2016, qui s'est traduit par de multiples acquisitions au-delà de son secteur initial (finance, hôtellerie de luxe, logistique, services informatiques, etc.). Ces restructurations ont finalement fini par concerner également les investissements de HNA dans son cœur de métier, avec des reventes de tout ou partie de ses participations dans des compagnies aériennes chinoises dont notamment Urumqi Air (décembre 2018) ou Beijing Capital Airlines (juin 2019), dans les compagnies étrangères (Azul, TAP), sans oublier la faillite d'Aigle Azur en septembre 2019 (qui était détenue à hauteur de 48% par HNA).

La crise de la pandémie de COVID-19 est venue encore aggraver les difficultés du groupe. En effet, face à ses difficultés financières, la gestion de HNA est en février 2020 passée [sous giron public](#), avec un comité composé de représentants de la Province de Hainan, de l'administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) et de la China Development Bank, présidé par M. GU Gang, président de Hainan Development Holdings (aujourd'hui démissionnaire de ces fonctions, M. GU Gang reste cependant le secrétaire du comité du parti communiste du groupe HNA). En avril dernier, les marchés financiers avaient été déjà alertés par la demande d'un report de remboursement de dettes pour Hainan Airlines, compte tenu d'une tombée obligataire arrivant à échéance le 17 avril, de l'ordre de 750 M CNY (97,5 M EUR), à un taux de 4,35% à l'époque.

Avec 220 appareils en flotte, Hainan Airlines (créé en 1993), reste la compagnie phare de HNA. Pour mémoire, Hainan a réussi en quelques années à se hisser au rang de 4<sup>ème</sup> plus importante compagnie chinoise, par le développement d'un important réseau international de liaisons point-à-point, souvent appuyées par des subventions publiques de municipalités chinoises désireuses de doper leur connectivité internationale (avant l'épidémie de COVID-19, Hainan reliait Paris par quelques vols hebdomadaires à Chongqing, Guiyang, Shenzhen et Xi'an). Cependant, le 1<sup>er</sup> février, Hainan Airlines a annoncé à la bourse de Shanghai une [perte potentielle de l'ordre de entre 58 et 65 Mds RMB pour l'année 2020](#) (entre 7,4 et 8,3 Mds EUR), cumulant les pertes de recettes liées aux conséquences de l'épidémie de COVID-19 sur le trafic passager, avec une dette globale de 706,7 Mds RMB (90,5 Mds EUR), dont une dette à court terme évaluée à 95,1 Mds RMB (12,2 Mrd EUR). En attendant la communication définitive des résultats des compagnies chinoises pour l'exercice 2020, les pertes de Hainan Airlines seront, selon toute vraisemblance, plus importantes que les pertes combinées d'Air China, de China Eastern et de China Southern. Le risque d'une situation nette négative pourrait entraîner une radiation de Hainan Airlines de la bourse de Shanghai, privant la compagnie chinoise de sources de financement de marché, ce qui la conduirait alors dans une spirale négative dangereuse pour son maintien en activité.

L'inquiétude est également marquée pour la douzaine d'autres compagnies toujours dans l'orbite du groupe HNA en Chine (actionnaire majoritaire ou minoritaire), comme Tianjin Airlines, Beijing Capital Airlines ou Lucky Air, même si ces compagnies affirment aujourd'hui être en mesure de poursuivre normalement leurs activités. Les grandes compagnies loueurs d'avions évaluent toutefois les [risques de défaut de paiement](#), même si pour l'heure ce sont surtout les entreprises-bailleurs (*lessors*) chinoises les plus exposées, comme BOCCOM (près de 20% de ses appareils sont loués à des compagnies aériennes HNA) ou Avolon (8%). La situation d'Avolon s'avère doublement plus

préoccupante, puisque son actionnaire principal Bohai Leasing (qui détient 70% de cette société basée en Irlande), est lui-même contrôlé à 52% par HNA, faisant planer, là aussi, la menace d'[une faillite](#).

### **Environnement : l'Agence nationale de l'énergie (NEA) rappelée à l'ordre pour négligence environnementale**

Le 29 janvier, le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a publié les [résultats](#) du groupe central d'inspection environnementale (CEIP) suite à l'inspection de la NEA. Cette inspection a pour rôle de vérifier si les administrations intègrent bien le développement écologique et la protection de l'environnement dans l'élaboration des politiques, des réglementations, des normes et des planifications.

L'avis rendu par le CEIP pointe avec une grande sévérité plusieurs manquements de la part de la NEA, accusée de placer la sécurité énergétique avant toute autre considération, notamment environnementale. Parmi les principaux griefs on peut par exemple relever :

- Un manque de contrôle de la planification de nouvelles centrales au charbon, dans des zones clés pourtant sujettes à des politiques strictes de réduction de la pollution de l'air, avec pour conséquence la construction de capacités qui auraient dû être interdites. Ainsi entre 2017 et 2020, certaines provinces de l'Est ont étendu leur capacité de production d'électricité à partir de charbon bien au-delà de leurs plans locaux.
- Un abaissement des exigences environnementales lors de la révision de la loi sur le charbon (notamment remplacement d'«interdire» l'import de charbon de mauvaise qualité par « restreindre ») et un manque de promotion des technologies de développement « vert ».
- Une promotion insuffisante d'une transition énergétique bas-carbone dans le projet de loi sur l'énergie.
- Une surcapacité constatée dans 121 mines à charbon inspectées dans 3 provinces, dont la production était 30% supérieure au seuil approuvé.
- Un manque de rigueur dans les mesures d'approbation et de contrôle de la NEA, qui ont conduit au non-remplacement de capacités de production thermiques inefficaces.
- Une intégration insuffisante de la production des énergies renouvelables : sur les 14 lignes de transport électriques inspectées, deux avaient une capacité dédiée à l'électricité renouvelable inférieure à 1%.

Le rapport se termine par une série de recommandations d'ordre général, sommant la NEA de « résolument mettre en œuvre la pensée de Xi Jinping sur la civilisation écologique ». En réponse à cet avis, la NEA devra soumettre dans un délai de 30 jours ouvrés au Comité central du Parti et au CAE un plan de redressement qui sera rendu public.

Le mécanisme de l'inspection environnementale a été lancé en juillet 2015 par la Commission centrale d'approfondissement global des réformes, dirigée par Xi Jinping. Le siège de l'inspection environnementale est situé au sein du MEE, mais l'inspection dépend directement du parti communiste chinois (PCC) et du Conseil des affaires d'Etat (CAE). Le PCC et le CAE en désignent les chefs de groupe et leurs adjoints, le rôle d'adjoint étant souvent assumé par les vice-ministres du MEE. Lors d'une inspection, les groupes se rendent dans l'administration ou l'entreprise pendant un mois et tiennent une permanence afin de recueillir les dénonciations du public et procèdent ensuite aux sanctions, notamment au limogeage de certains responsables (voir [Brèves du SER de Pékin](#), semaine du 31 août 2020).

Pour mémoire, la NEA connaît depuis des années des scandales de corruption qui ont fait tomber ses responsables les uns après les autres : le dernier en date concerne l'ex-directeur adjoint de la NEA Liu Baohua, placé sous enquête judiciaire pour manquement à la discipline et corruption en octobre 2020.

### **Climat : premier dialogue à haut-niveau sur l'environnement et le climat entre l'Europe et la Chine**

Le 1er février, le premier vice-président de la commission européenne, M. Frans TIMMERMANS, et le premier des vice-premiers ministres chinois, M. HAN Zheng, ont tenu le premier dialogue à haut niveau sur le climat et l'environnement entre l'Union Européenne et la Chine.

Ce dialogue avait été décidé lors de la réunion des dirigeants UE-Chine qui avait réuni le 14 septembre 2020 la présidente de la commission européenne, le président du conseil européen, la chancelière allemande (au titre de la présidence tournante) et le président chinois. Cette première session du dialogue n'a pas donné lieu à une déclaration commune sino-européenne.

### **Energie : le développement des énergies renouvelables et du stockage dans les provinces de l'Ouest de la Chine pourront donner lieu à des réductions d'impôts, d'après le nouveau catalogue de la NDRC**

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a publié une révision du [catalogue](#) des industries encouragées dans les régions de l'Ouest de la Chine. Approuvé par le Conseil des affaires d'Etat, il entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mars 2021. Les entreprises des secteurs encouragés dans le catalogue investissant dans les régions de l'Ouest pourront bénéficier d'une réduction d'impôt de 15% sur une période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2030.

Le développement de l'éolien et du solaire photovoltaïque est ainsi encouragé dans 10 provinces occidentales (Sichuan, Chongqing, Guizhou, Yunnan, Tibet, Gansu, Shaanxi, Qinghai, Xinjiang et Mongolie Intérieure), celui de l'hydrogène dans 3 (Shaanxi, Mongolie Intérieure et Guizhou) et le stockage de l'énergie dans 5 (Shaanxi, Mongolie Intérieure, Gansu, Qinghai et Xinjiang).

### **Prévention des risques : 4 morts et 33 personnes hospitalisées dans le Shandong à cause d'un déversement illégal de déchets chimiques**

Les autorités locales de Zhucheng (province du Shandong) ont annoncé lundi 1er février le décès de 4 personnes et l'hospitalisation de 33 autres après l'inhalation de fumées toxiques émises par des déchets chimiques entreposés illégalement. Elles ont ensuite fait savoir que [seize suspects](#) avaient été arrêtés.

Un [scandale similaire](#) avait eu lieu dans la région en 2017 : 17 personnes avaient été emprisonnées pour avoir provoqué la mort de 4 victimes, empoisonnées par les rejets toxiques de 23 tonnes d'alcali usagé déversées illégalement dans un puits à Zhangqiu.

Pour mémoire, la province du Shandong est une région majeure pour l'industrie chimique chinoise. Bien que des réglementations strictes sur la manipulation et l'élimination des déchets dangereux existent, un manque de contrôle de leur application est souvent constaté.

### **Aéronautique : Zhuhai annonce son intention de tenir la 13ème édition du salon aéronautique international au cours de l'automne 2021**

Après l'annulation du salon aéronautique international de Zhuhai en novembre dernier en raison de la situation sanitaire (Voir *Brèves du SER*, [semaine du 12 octobre 2020](#)), M. YAO Yisheng, maire de la ville,

a déclaré que [la treizième édition se tiendrait cette année](#), à l'automne 2021. Pour rappel, ce salon biennal, dont la première édition remonte à 1996, est le plus grand salon aéronautique en Chine, couvrant tous les secteurs de l'aérospatiale civile et militaire. Aucune date n'a cependant été avancée, le maire de Zhuhai laissant toutefois entendre que le salon pourrait être avancé de plusieurs semaines, avant la période habituelle de novembre. Une telle déclaration étonne, dans un contexte de renforcement des contraintes pour les voyageurs de vols internationaux à destination de la Chine; Canton ayant en outre décidé cette semaine d'une [extension de la quarantaine](#) de 14 à 21 jours pour l'arrivée des passagers en provenance de la R.A.S. de Hong-Kong.

Selon des informations officieuses, Zhuhai aurait l'intention de programmer son salon aéronautique fin septembre. Dans le même temps, le salon d'aviation de Pékin, davantage tourné vers les professionnels et lancé en 1984 sur un rythme biennal (le dernier en date a eu lieu en septembre 2019) [déménage à Shanghai](#), pour se rapprocher des principales bases industrielles de COMAC. La 19<sup>ème</sup> édition est prévue entre le 15 et le 19 septembre 2021 à l'aéroport de Shanghai Hongqiao, incluant pour l'occasion une journée d'ouverture au public. De son côté, Tianjin a toujours l'intention d'organiser son [salon hélicoptère](#) biennal du 16 au 19 septembre prochains. Au-delà d'un allègement des mesures sanitaires, qui aujourd'hui rendent quasi impossible un accès au territoire chinois depuis l'étranger, il apparaît à ce stade hasardeux de parier sur une tenue quasi-simultanée de ces différents événements aéronautiques en Chine à l'automne 2021.

### **Drones : Carmignac investit 40 M USD dans EHang, dont le eVTOL a par ailleurs été sélectionné pour participer à un démonstrateur de Mobilité Aérienne Urbaine en Île de France**

Le 30 janvier, le fonds français Carmignac (notamment actionnaire de Dassault Systèmes) a annoncé un [investissement de 40 M USD](#) dans EHang, coté au NASDAQ. Cette participation reste modeste au regard de la valorisation totale de l'entreprise (3,6 Mds USD au 29 janvier). L'entreprise cantonaise connaît depuis plusieurs années une réputation grandissante, notamment pour ses projets de véhicules électriques à décollage vertical (eVTOL en anglais) pour le transport de passagers sans pilote. Le monoplace E116 et le E216, conçu pour deux passagers, ont fait l'objet d'expérimentations dans 7 pays autres que la Chine, parmi lesquels les Etats-Unis, le Canada, les Emirats-Arabes-Unis ou le Qatar.

EHang est également l'un des [lauréats](#) à l'appel à manifestation d'intérêt international lancé en octobre dernier par Choose Paris Region, ADP et la RATP, pour la structuration d'une filière Mobilité Aérienne Urbaine (UAM en anglais) en Île-de-France, qui débutera par des expérimentations en juin 2021 à l'aérodrome de Pontoise - Cormeilles-en-Vexin (plateforme inaugurée le 30 septembre 2020). Dans la catégorie véhicule, EHang sera notamment en concurrence avec des projets d'Airbus, Safran, de l'allemand Volocopter ou du singapourien H3 Dynamics. Ces démonstrateurs s'inscrivent dans la perspective de la mise en place d'un service spécial lors des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024. EHang dispose déjà d'une représentation commerciale en France, l'un des trois pays choisis par l'entreprise pour développer ses intérêts au sein du marché européen (elle compte aussi d'autres bureaux en Autriche et en Espagne). Pour mémoire, EHang avait annoncé fin 2018 son intention d'investir dans l'hexagone, avec l'établissement d'un [centre de R&D à Lyon](#), projet toutefois pour l'instant suspendu en conséquence de la crise épidémique de COVID-19.

C'est également cette semaine que l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a informé de la recevabilité de la demande, déposée par EHang, pour la [certification de navigabilité d'un véhicule aérien autonome](#) (en anglais AAV). L'entreprise cantonaise espère une finalisation de ces procédures avant la fin de l'année 2021. Si cette ambition est atteinte, la certification d'un véhicule autonome sans pilote pour le transport de passagers constituerait une première mondiale, aussi bien pour un constructeur que pour le régulateur, et positionnerait la Chine au premier rang dans le domaine des AAV, tant au niveau des solutions industrielles que de l'établissement de normes et standards

internationaux. En mai 2020, EHang avait déjà obtenu de la CAAC une autorisation de conduire avec le E216 des expérimentations pilotes pour des [services logistiques](#) dans la catégorie des AAV de plus de 150 kg, qui doivent être menées à Taizhou (Province du Zhejiang), lui ouvrant la porte à des activités commerciales en matière de fret aérien.

### **Climat : retour de XIE Zhenhua comme représentant spécial pour les affaires climatiques ?**

Le retour de M. XIE Zhenhua comme représentant spécial pour les affaires climatiques, après une interruption de deux ans, aurait été [annoncé](#) par le vice-ministre des Affaires étrangères Luo Zhaohui lors d'un séminaire sur l'environnement mardi. D'après la presse, des sources internes auraient confirmé l'imminence de cette nomination. Ni le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), ni la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) n'ont confirmé officiellement pour l'instant.

XIE Zhenhua avait déjà endossé ce rôle lors de la CoP21 à Paris en décembre 2015, dont il avait contribué au succès. Il était alors placé auprès de la NDRC, qui avait compétence sur les questions d'investissement, d'énergie et de climat. Après le rattachement des questions climatiques au Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) en 2018, il avait d'abord cumulé les postes de représentant spécial de la Chine pour le climat et de Vice-Ministre du MEE, puis s'était retiré avant la CoP25 à Madrid. Après une période sans rôle officiel, il a été nommé conseiller spécial auprès du ministre du MEE en mai 2020. Par ailleurs, il est doyen de l'Institut du changement climatique et du développement durable de l'Université de Tsinghua à l'origine d'une étude sur les trajectoires bas-carbone de la Chine, dont les propositions ont été largement suivies par le gouvernement (voir [Brèves du SER de Pékin](#), Semaine du 12 octobre 2020). Cette nouvelle nomination pourrait le positionner à nouveau sur un rôle plus large que celui d'un représentant du MEE.

Selon certains [analystes](#), cette nomination témoignerait de la volonté chinoise de trouver un terrain d'entente avec les Etats-Unis sur le changement climatique, John Kerry (nouvel émissaire américain pour le climat) et XIE Zhenhua se connaissant de longue date.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ACTUALITES REGIONALES

### Grande Baie : la Province du Guangdong et Hong Kong renforcent leur coopération bilatérale

Le Bureau provincial des Affaires de Hong Kong et Macao du Guangdong a publié le 3 février une série de 15 mesures destinées à approfondir la coopération entre le Guangdong et Hong Kong. Ces mesures sont réparties en 5 axes : amélioration de la prévention et du contrôle de la pandémie de COVID-19; coopération dans les domaines de la science, de la technologie, des finances et du commerce; construction d'infrastructures transfrontalières et dédouanement ; coopération en matière d'échange de jeunes et d'éducation; amélioration des conditions de vie en société. Parmi les mesures phares annoncées : renforcement de l'interconnexion financière entre les deux territoires grâce à l'élargissement du canal d'investissement transfrontalier (Stock Connect) entre Shenzhen et Hong Kong ; mise en œuvre du plan « Hong Kong automobiles going north » et élargissement de l'accès des résidents hongkongais au pont Hong Kong – Zhuhai – Macao ; construction du [futur port de Huanggang](#) (Shenzhen) et mise en place du système douanier « un lieu, deux contrôles » ; mise en œuvre du programme de la Grande baie pour l'emploi des jeunes ; lancement d'un programme pilote au sein de l'hôpital de l'Université de Hong Kong (Shenzhen) pour l'introduction dans la Grande Baie de médicaments et d'équipements médicaux déjà enregistrés à Hong Kong.

[Source](#)

### Guangdong : 2,3% de croissance en 2020

En 2020, la province du Guangdong a enregistré en 2020 une croissance de PIB de 2,3% pour atteindre 11 076 Mds CNY, soit l'équivalent du PIB de la Corée du Sud, 13<sup>ème</sup> économie mondiale. C'est la première fois que le PIB du Guangdong dépasse la barre des 11 000 Mds CNY. Le Guangdong est la province la plus riche de Chine pour la 32<sup>ème</sup> année consécutive. Shenzhen, Guangzhou, Foshan, Dongguan et Huizhou sont les 5 premières villes du Guangdong en termes de PIB. Le PIB de Shenzhen a connu en 2020 une croissance de 3,1% (2 767 Mds CNY), lui permettant de figurer parmi les 5 villes les plus riches d'Asie. A Guangzhou a enregistré une croissance de PIB de 2,7 %, et son PIB atteint désormais 2 502 Mds CNY. Shanwei est la ville du Guangdong qui enregistre le taux de croissance de PIB le plus élevé (4,6%).

A noter que dans son rapport de travail 2020, le gouvernement provincial a introduit pour la première fois le concept des cinq aires métropolitaines du Guangdong, à savoir : la zone métropolitaine de Guangzhou (qui regroupe *Guangzhou, Foshan, Zhaoqing, Qingyuan, Yunfu et Shaoguan*); la zone métropolitaine de Shenzhen (*Shenzhen, Dongguan, Huizhou, Heyuan, Shanwei*) ; la Rive ouest de l'estuaire de la rivière des Perles (*Zhuhai, Zhongshan, Jiangmen et Yangjiang*); la zone métropolitaine de ShanChaoJie (*Shantou, Chaozhou et Jieyang*); et la zone métropolitaine de ZhanMao (*Zhanjiang et Maoming*).

[Source](#)

### Shenzhen : L'envolée des prix de l'immobilier se poursuit

Si les prix moyens du logement d'occasion ont augmenté dans chacune des villes chinoises de premier rang en 2020 (Guangzhou +11,55%, Shanghai +8,45%, Pékin +2,65%), c'est à Shenzhen qu'ils connaissent la hausse la plus rapide : +34% sur un an. Le prix moyen au mètre carré atteint désormais 87 957 CNY, un record historique et un niveau prix près de 50% plus élevé que celui de Shanghai (et

2,2 fois supérieur à Guangzhou). A noter que Dongguan est la ville de Chine dont le prix moyen du mètre carré d'occasion connaît l'évolution la plus rapide (+47%).

[Source](#)

### **Shenzhen : Jusqu'à 2,5 millions CNY par projet pour attirer les investisseurs étrangers**

Le Bureau Commerce de Shenzhen a publié le 13 janvier des « Règles de mise en œuvre des incitations à la création d'entreprises étrangères et à l'augmentation du capital investi ». Shenzhen prévoit d'attribuer des subventions pouvant aller jusqu'à 2,5 M CNY afin d'encourager l'investissement étranger. Le montant de la subvention dépend du niveau d'utilisation annuelle réelle de capitaux étrangers : 1 M CNY pour 5 à 10 M USD investis ; 2 M CNY pour 10 à 20 M USD investis ; 2,5 M CNY au-delà de 20 M USD investis.

[Source](#)

### **Sichuan : Plusieurs annonces de développements dans le domaine des batteries**

Le leader chinois des batteries CATL a annoncé trois investissements sur le territoire national pour 29 Md CNY. L'un d'entre eux concerne le financement des 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> phases d'[extension de l'usine du groupe à Yibin \(Sichuan\), pour 12 Md CNY](#) sur 4 ans. Quelques semaines plus tôt, le groupe sichuanais Yahua, spécialisé dans les explosifs à usage civil et les différents produits du lithium, annonçait la signature par sa filiale Yaan Lithium d'un [contrat sur cinq ans pour la fourniture d'hydroxyde de lithium à Tesla](#), pour un montant total se situant entre 630 et 880 M USD. Yaan Lithium a ouvert en mai 2020 dans la ville sichuanaise de Ya'an une unité de production d'hydroxyde de lithium de 20 000 tonnes/an, faisant plus que doubler la capacité de production de la société. Selon un site spécialisé, un autre industriel chinois, le groupe Svolt, s'apprêterait à [investir plus de 7 Md CNY dans une usine de batteries](#) d'une capacité annuelle de 20 GW/h dans la ville sichuanaise de Suining.

### **Shanghai : Premier port mondial en volume TEU pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive**

Fin janvier, les douanes de Shanghai ont annoncé pour l'année 2020 un débit annuel de conteneurs de 43,5 Millions TEU (Twenty-Foot Equivalent Units) pour le port de Shanghai. Depuis 2010, Shanghai est au premier rang des ports mondiaux en volume de conteneurs, devant Singapour et Ningbo-Zhoushan, classé au 3<sup>ème</sup> rang depuis 2018 selon le département de la Marine de Hong-Kong. Les ports de Shenzhen, Guangzhou, Busan et Hong-Kong suivent dans le classement.

Source : [Shine](#) et Marine Department of [Hong-Kong](#)

### **Zhejiang : La ville de Yiwu compte pour 9,3 % du commerce extérieur de la province en 2020**

Yiwu, une ville-comté sous la juridiction de Jinhua, dans le Zhejiang, est connue pour son marché des petites commodités, réputé être l'un des plus grands marchés de petits produits au monde. En 2020, la ville de Yiwu enregistre 313 Mds CNY d'importations et exportations, représentant 9,3 % du commerce extérieur du Zhejiang. Plus précisément, les exportations de Yiwu représentent 11,9 % des exportations de la province (avec 300,6 Mds CNY) et les importations 1,4 % de celles de la province (avec 12,3 Mds CNY). Du fait de son marché de petites commodités, la balance commerciale de Yiwu est fortement tournée vers l'exportations de produits.

[Source : The Paper](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## HONG KONG et MACAO

### HONG KONG

#### **Economie : le PIB hongkongais affiche une baisse de -6,1% en 2020**

Le PIB hongkongais déçoit les attentes du marché au quatrième trimestre 2020, se contractant de -3% en glissement annuel (contre un consensus de marché à -2,1%), après une baisse de -3,5% (g.a) au troisième trimestre. Toutefois, en glissement trimestriel ce chiffre représente une légère amélioration vis-à-vis du T3, à +0,2%. Cette activité moins importante que prévue au T4 est principalement à lier à la quatrième vague épidémique et aux mesures de contrôle et de distance sociales prolongées. La consommation privée, qui représente habituellement 60% du PIB hongkongais recule de -7,6% en glissement annuel, souffrant de l'absence de visiteurs étrangers sur le sol hongkongais. Les exportations et importations de services, qui représentaient en 2019 50% du PIB hongkongais connaissent également un ralentissement important au T4 (respectivement -29,6% et -35% en g.a). Les bons chiffres du commerce extérieur au T4 2020 (+5,6% pour les exportations en g.a et +6,9% pour les importations) contrastent avec ce bilan dégradé, ayant bénéficié de la forte reprise économique de la Chine. L'investissement est également reparti à la hausse au T4, à +2,6% en g.a après 8 trimestres consécutifs de baisse.

Le bilan de l'année 2020 se solde par une contraction du PIB de -6,1%, après une année 2019 déjà dégradée (-1,2%).

En ce qui concerne les perspectives de l'économie hongkongaise en 2021, les prévisions s'établissent entre +3,5 et +6%. Le gouvernement annoncera ses prévisions à l'occasion de la présentation du budget 2021-2022 le 24 février prochain. La reprise économique hongkongaise dépendra fortement de l'activité en Chine continentale, dont le FMI estime la croissance à +7,9% en 2021. La relance du tourisme et de la consommation intérieure sera liée au contrôle de l'épidémie avec le déploiement de la campagne de vaccination attendu en février, puis à la décision de la Chine de restaurer les flux de visiteurs vers Hong Kong.

#### **Ventes de détail : en baisse de -13,2% en décembre (g.a) et de -24,3% sur l'ensemble de l'année**

Les ventes de détail ont chuté en 2020 de -24,3%, dont -13,2% en décembre (en glissement annuel), après -4,1% en novembre. Les activités liées au tourisme et à la consommation sont durement touchées par l'épidémie et les mesures de distanciation sociale mises en œuvre. Tous les secteurs de vente sont affectés : alimentation, boissons et tabacs (-12,7%), bijouterie, horlogerie et articles cadeaux (-54%), habillement (-41,3%), médicaments et cosmétiques (-50%), chaussures et accessoires (-39,7%). Les ventes en supermarchés sont en revanche restées dynamiques, bénéficiant de la hausse de la consommation à domicile (+9,7%) ainsi que celles de mobilier (+0,4%).

#### **Secteur aérien : émission obligatoire de Cathay Pacific**

Cathay Pacific Airways a annoncé le 28 janvier vouloir lever 869 M USD via une émission d'obligations convertibles arrivant à échéance en février 2026. Cela représente l'un des programmes d'émission les plus importants pour la compagnie hongkongaise, actuellement confrontée à d'importantes difficultés financières.

Après avoir fermé l'an dernier sa filiale Cathay Dragon et supprimé 5 900 emplois, la compagnie a déclaré le 25 janvier qu'elle pourrait être amenée à supprimer de nouveau un quart de sa capacité de fret et 60% de son transport de passagers, du fait de la quarantaine de 14 jours et de la surveillance médicale de sept jours que le gouvernement hongkongais imposera aux équipages basés à Hong Kong. Cette mesure conduirait Cathay Pacific à puiser 300 à 400 M HKD de plus par mois dans sa trésorerie, s'ajoutant aux 1 à 1,5 Mds HKD mensuels qu'elle épuise actuellement. La compagnie hongkongaise avait bénéficié en juin dernier d'un plan de soutien de 5 Mds HKD de la part du gouvernement hongkongais. L'obligation convertible émise sera offerte au pair avec un coupon semestriel de 2,75%. Elle pourra être convertie en actions Cathay Pacific à la Bourse de Hong Kong (H-Shares) à un prix initial de conversion de 8,57 HKD par action, ce qui représente un premium de 30% par rapport au prix de référence observé au 27 janvier. Si les obligations venaient à être converties à 100% en actions, cela entraînerait une dilution du capital de 45% à 37,9% pour les actionnaires actuels, et la part du capital détenu par Air China Ltd, passerait de 30% à 25,3%.

BNP fait partie des *joint lead managers* sur ce deal, aux côtés de Morgan Stanley, HSBC et BOCI Asia.

### **Fonds de change : pas de financement de mesures de soutien à l'économie par le Fonds de change géré par l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA)**

Le chef de l'Autorité monétaire de Hong Kong a rejeté l'appel des législateurs à puiser dans le fonds de change (*Exchange Fund*) qui atteint 581 Mds USD, pour financer les plans de sauvetage du gouvernement en faveur des entreprises et des particuliers, estimant qu'une telle décision nuirait à la capacité de la HKMA à défendre l'ancrage du dollar hongkongais et affecterait la réputation de la place financière.

Cette demande avait été formulée après que le fonds de change a affiché pour 2020 le troisième meilleur résultat de son histoire, avec près de 26 Mds USD de gains. Celui-ci a été créé en 1935 pour soutenir l'émission de la monnaie fiduciaire locale. Après la création de la HKMA en 1993, la banque centrale a commencé à investir les fonds en actions, obligations et biens immobiliers. Au cours de l'année 2020, l'autorité monétaire de Hong Kong a du faire usage de ces fonds à 85 reprises afin de maintenir l'ancrage du HKD à l'USD, vendant pour 383,5 Mds de dollars hongkongais (soit près de 50 Mds USD).

### **MACAO**

**Casinos : les revenus des casinos continuent de chuter en janvier, de -63,7% en glissement annuel à 1,07 Md USD en janvier 2021.** Ils sont toutefois en progrès de +2,6% par rapport à décembre 2020, et atteignent le niveau le plus haut depuis février 2020.

**TAIWAN****PIB : l'économie taïwanaise a progressé de 4,94% au quatrième trimestre 2020**

[D'après l'estimation publiée le 29 janvier par la DGBAS, le PIB taïwanais a augmenté de 4,94%](#) au quatrième trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019, contre 3,28% dans ses prévisions fin novembre. Cette meilleure performance s'explique par la forte demande d'équipements destinés au télétravail, à l'enseignement en ligne et le développement des réseaux 5G. La contribution du commerce extérieur pour la croissance s'établit à 5,12 pb au cours du T4 2020, avec une hausse des exportations de biens et de services de 5,65% (-2,77% pour les importations). Les dépenses publiques progressent de 4,77% et contribuent positivement à la croissance (+0,71 pb) alors que la consommation privée (-1,10%), tout comme l'investissement (-1,40%), accusent une baisse à hauteur de -0,56 pb et de -0,32 pb respectivement. La DGBAS estime que la croissance pourrait atteindre à 2,98% sur l'année 2020, contre 2,54% dans ses dernières prévisions.

**Pénurie de composants électroniques : l'Allemagne, le Japon, et les Etats-Unis sollicitent Taïwan**

Avec la pénurie de composants électroniques dans le secteur automobile, le positionnement stratégique de Taïwan dans la chaîne de production des semi-conducteurs est apparu soudainement de manière critique, comme en témoignent les différentes sollicitations des administrations étrangères ([Allemagne](#), [Japon](#), [Etats-Unis](#)). Alors que [les principaux fondeurs](#) taïwanais (TSMC, UMC, Vanguard, Powerchip) se sont engagés auprès de la ministre de l'Economie, WANG Mei-hua, à rediriger une partie de leur capacité de production vers l'industrie automobile, cette dernière a évoqué la possibilité de sécuriser en retour [un approvisionnement en vaccins](#) COVID-19. Pour mémoire, fin décembre, [le CECC](#) a annoncé avoir commandé 4,76 M de doses via la plate-forme COVAX, ainsi que 10 M de doses auprès d'AstraZeneca. Depuis ces discussions, [les grands acteurs taïwanais de l'industrie des semi-conducteurs](#) ont annoncé des augmentations de production. TSMC annonce vouloir diviser par deux le temps nécessaire à la production de puces pour le secteur automobile afin de le ramener entre 20 et 25 jours. [Vanguard International a annoncé une hausse de 41,2% de ses investissements](#) de 3,54 Mds TWD à 5 Mds TWD (176,14 M USD) afin d'augmenter sa capacité de production en 2021 et être en mesure de répondre à la demande mondiale. Une partie de cet investissement sera consacrée à l'augmentation de la production de puces destinées au secteur automobile qui a représenté moins de 10% de ses ventes en 2020. Selon le cabinet de conseil IHS Market, la pénurie de composants électroniques devrait durer au premier semestre 2021 et affecté 3% de la production mondiale. Au cours du T1 2021 elle devrait affecter 628 000 véhicules.

**Finance verte : le marché des obligations vertes a dépassé 5 Mds USD fin 2020**

En quelques années la commission de supervision financière (FSC) qui régule les marchés financiers taïwanais, a fixé un cadre réglementaire favorable à l'émission d'obligations vertes et plus récemment d'obligations développement durable. Depuis l'émission d'une première obligation verte en novembre 2017, le marché obligataire taïwanais a levé 49 « Greens bonds » représentant 151 Mds de TWD soit environ 5 Mds USD ainsi que 3 « Sustainable bonds » pour un total de 5,3 Mds TWD (189 M USD). Dans un deuxième temps les entreprises privées taïwanaises et par la suite étrangères ont également été autorisées à émettre des obligations vertes en TWD pour financer leurs projets. Ce fut le cas des grands acteurs de l'industrie des semi-conducteurs comme TSMC et ASE qui en tant que sous-traitant d'Apple sont engagés dans une réduction progressive de leur empreinte carbone dans le cadre de l'initiative « Supplier Clean Energy Program » qui vise à attendre 100% d'électricité d'origine

renouvelables en 2030. Le groupe danois Orsted a également émis deux obligations vertes à Taïwan pour financer le développement de fermes éoliennes offshore et a pu par la suite céder 50% de sa participation dans un projet éolien à des investisseurs institutionnels étrangers (CDPQ) et taïwanais (Cathay PE). Les principales banques françaises sont très présentes sur le marché des obligations vertes à Taïwan. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/01/30/le-developpement-de-la-finance-verte-a-taiwan>

## **Semi-conducteurs : le leadership mondial de Taïwan s'est renforcé en 2020**

Les chiffres annoncés en février par l'association taïwanaise des industries des semi-conducteurs (TSIA) soulignent le renforcement du leadership de Taïwan dans cette industrie en 2020. La part de marché des groupes taïwanais a atteint 75,7% dans les activités de fonderie (TSMC, UMC,...), 56,7% dans l'emballage et les tests (ASE, SPIL,...) et 19,3% dans les services de conception (Mediatek,...). L'industrie taïwanaise a notamment bénéficié de la guerre commerciale sino-américaine qui a conduit au cours des 8 premiers mois de 2020 à d'importantes commandes de Huawei Technologies et à une demande externe adressée à Taïwan par les donneurs d'ordres étrangers et non plus à des sites de production localisés en Chine conformément au concept de « clean network » lancé par l'administration Trump dans le domaine des réseaux 5G. L'économie taïwanaise n'ayant pas été affectée par des mesures de confinement l'industrie taïwanaise a été en mesure de satisfaire une demande externe en forte croissance en raison du développement des réseaux 5G et sous l'effet de la pandémie des équipements informatiques et de télécommunication nécessaires au télétravail et à l'enseignement à distance. Après avoir investi plus de 17 Mds USD, en 2019, TSMC a annoncé un nouveau programme d'investissement pour 2021 qui devrait se situer entre 25 et 28 Mds USD. Il permettra d'augmenter la capacité de production des semi-conducteurs de 7 nm et de 5 nm et de développer les futures générations des 3 et 2 nm attendues respectivement en 2023 et 2025. Une partie de ce budget sera dédiée à l'usine de semi-conducteurs de 5 nm dans l'Arizona dont la construction devrait démarrer en 2021 et s'achever en 2024. [Le leadership de Taïwan dans l'industrie des semi-conducteurs | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](#)

## **MONGOLIE**

### **Réforme du secteur bancaire : le parlement amende la loi bancaire de la Mongolie**

Lors de la séance plénière du 28 janvier 2021, le Parlement de Mongolie a [amendé plusieurs lois ayant trait au droit bancaire](#) (loi bancaire ; loi sur l'épargne bancaire ; loi sur la banque centrale ; loi sur le fonctionnement du secteur bancaire ; etc.). Les principales évolutions se traduisent par un renforcement de l'indépendance de la banque centrale et de son contrôle sur les banques commerciales ; ainsi que par une réduction de la concentration et de la propriété bancaire afin d'améliorer l'équilibre entre la propriété, la gestion et le contrôle de la structure bancaire. Cette mesure doit assurer une plus grande transparence du secteur. La concentration du secteur bancaire est très élevée en Mongolie, dans la mesure où trois actionnaires possèdent plus de 90% des parts de l'ensemble des banques commerciales du pays. Douze banques opèrent en Mongolie et cinq d'entre elles sont considérées comme d'importance systémique.

Les quatre principales réformes sont les suivantes :

(1). Les cinq banques systémiques devront amorcer la transformation de leur structure à travers une introduction en bourse avant le 30 juin 2022. Les autres banques peuvent décider ou non de modifier le statut de la société. Avec cette obligation d'introduction en bourse, de nouveaux critères seront fixés quant aux obligations de transparence ou de gouvernance.

(2). La concentration de la propriété sera réduite, chaque actionnaire ne pourra désormais détenir au maximum que 20% du total des actions d'une banque commerciale. L'ensemble des banques devront se plier à cette obligation avant le 31 décembre 2023.

(3). Les dispositions relatives aux règlements des dettes sont désormais mieux délimitées et les droits des clients davantage protégés en cas de liquidation de banques (les citoyens titulaires d'un compte de dépôt auront la priorité pour recevoir leur argent avant les personnes morales).

(4). Les critères définissant une banque systémique sont davantage précisés. Selon la loi amendée sur la stabilité du secteur bancaire, une banque systémique est définie comme une banque qui possède plus de 5 % de l'ensemble des actifs du système bancaire national (ainsi que par un ensemble de critères allant du pourcentage d'utilisation de la banque dans le flux de transaction, au système de paiements ou au nombre de clients).

Ces amendements entrent dans le cadre des engagements pris par la Mongolie auprès du Fonds Monétaire International (FMI) afin de bénéficier du mécanisme élargi de crédit dont le pays a eu recours entre 2017 et 2020. Pour rappel, le programme du FMI a pris fin en mai 2020 sans avoir été mené à son terme en raison de l'incapacité du gouvernement mongol de mener à bien la réforme du secteur bancaire (qui est un engagement que le pays n'avait pas non plus réussi à honorer lors du précédent programme de soutien du FMI en 2012).

### **COVID19 : 700 MEUR dépensés par l'Etat pour lutter contre la pandémie en 2020.**

2,4 Tr MNT (700 MEUR) ont été dépensés par l'Etat au cours de l'année 2020 afin de prévenir et mitiger l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et la société mongole. Le gouvernement estime qu'il sera nécessaire de dépenser 1,7 Tr MNT (500 MEUR) de plus sur l'année 2021 pour limiter les impacts sociaux-économique de la maladie.

### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### **Clause de non-responsabilité**

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur** : SER de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, Service économique d'Oulan-Bator

**Adresse** : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PEKIN – RPC

**Rédigé par** : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Lianyi Xu, Pascal Millard, Dominique Grass, Li Wei, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

**Revu par** : David Karmouni, Antoine Moisson, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali, François Lemal

**Responsable de publication** : Jean-Marc Fenet

[S'abonner / Se désabonner](#)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale  
du Trésor